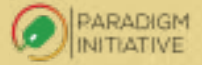


# LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



## LA GAMBIA

---

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

**Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria  
Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

2

LONDA  
2023  
RAPPORT SUR  
LES DROITS  
NUMÉRIQUES  
ET L'INCLUSION  
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)  
ISBN: 978-978-789-359-3

# CRÉDITS

**Rapport de Pays:**  
Madeline Ileleji

**Équipe éditoriale:**  
'Gbenga Sesan  
Nnenna Paul-Ugochukwu  
Thobekile Matimbe

**Traducteur:**  
Paper Bag Africa

**Rédacteur de copie:**  
Dr. Mouhamed Diop

**Conception et mise en page:**  
Kenneth Oyeniya



# La Gambie

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ces dernières années en Gambie, les questions de progrès technologique ont dominé les discussions entre les parties prenantes et les citoyens de tous les secteurs. L'accessibilité à l'internet, les tarifs élevés imposés aux consommateurs, la faible connectivité des communautés du pays et d'autres questions relatives aux droits numériques, à l'accès, à la connectivité et à l'ouverture ont été au premier plan des discussions nationales. Qu'il s'agisse des élections municipales, du Forum national sur la gouvernance de l'internet ou du National Youth Connekt Event, les pressions exercées sur l'autorité de régulation, le gouvernement et les télécoms ont récemment porté leurs fruits, les prix de l'internet ayant été réduits pour répondre aux besoins des consommateurs. Cependant, plusieurs questions relatives à un accès significatif doivent encore être résolues, les limitations de l'infrastructure internet affectant le développement social et la subsistance économique. La protection des données personnelles reste un grand défi pour le gouvernement, le secteur privé et les particuliers en Gambie. La création de la Gambie Computer Security and Incident Response Team (gmCSIRT) en tant que centre national de coordination pour tous les incidents de cybersécurité sous l'égide du Public Utilities Regulatory Authority (PURA) est une autre réponse à la protection des données personnelles. Cependant, l'absence d'une politique correctement mise en œuvre empêche de réaliser des progrès typiques

dans ces domaines.

La méthodologie de recherche utilisée reflète les développements clés réalisés en Gambie grâce à l'évaluation des documents politiques publiés, aux dialogues publics et avec les parties prenantes et aux ateliers de validation organisés, ainsi qu'à une série d'entretiens et de correspondances avec différentes parties prenantes dans les secteurs privé et gouvernemental. En ce qui concerne l'inclusion numérique, l'Association des technologies de l'information de Gambie (ITAG) a lancé une évaluation nationale de son paysage numérique basée sur le cadre des indicateurs d'universalité de l'Internet de l'UNESCO, qui couvre les principes ROAMX de l'UNESCO sur les droits, l'ouverture, l'accès, l'approche multipartite et les questions transversales. Un cadre avec des recommandations des parties prenantes a été développé pour identifier les défis dans le développement de l'internet, car il affecte le développement socio-économique des citoyens, en particulier pour les personnes handicapées, les jeunes, les enfants et les femmes. Une recommandation clé partagée par toutes les parties prenantes est la nécessité d'intégrer la culture numérique dans tous les secteurs, particulièrement dans l'éducation, tandis qu'un résultat notable des conclusions est que le gouvernement de la Gambie s'est montré prêt à mettre en œuvre la politique d'accès universel, qui était restée en sommeil.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Évaluation des indicateurs d'universalité de l'internet, contexte de la Gambie <https://www.unesco.org/en/articles/gambia-launches-assessment-its-digital-environment>

# Introduction

Cette étude a été réalisée à partir d'une évaluation approfondie de l'évolution du secteur des TIC en 2023, en examinant la mise en œuvre par le gouvernement et la contribution des parties prenantes, en particulier dans le cadre de l'élaboration du plan directeur national pour l'économie numérique. L'indice de résilience à l'internet de la Gambie est de 43,45 %, ce qui la place au 29e rang en Afrique. En 2023, le taux de pénétration de l'internet était de 33 %, avec 2,86 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, une amélioration majeure par rapport aux années précédentes, les chiffres du taux de pénétration de l'internet en 2022 indiquant une augmentation de 2,9 % par rapport à l'augmentation de 23,7 % en 2021, améliorant le nombre d'utilisateurs de l'internet à plus de 51 % de la population.<sup>2</sup> L'utilisation d'internet par la population est de 37%.<sup>3</sup> En avril 2023, la Gambie était classée 170e sur 179 pays pour les vitesses de téléchargement et de téléversement de l'internet haut débit fixe.<sup>4</sup> En juin 2023, l'Autorité de régulation des services publics a approuvé le déploiement de la technologie 5G par l'opérateur GSM QCell, après avoir respecté les normes de l'Union internationale des télécommunications (UIT) sur les bandes de spectre et les largeurs de bande pour le déploiement de la technologie 5G.<sup>5</sup> En octobre 2023, le plan directeur de l'économie numérique de la Gambie 2023-2033 a été lancé pour faire de la Gambie la société la plus avancée sur le plan numérique et le centre d'innovation informatique le plus important d'Afrique. La création de ce document de 86 pages a été soutenue par l'Union africaine (UA) et le projet Digital for Development Hub de l'Union européenne (UE) afin de tirer parti de la technologie, des services et des solutions numériques pour connecter les personnes non connectées, améliorer le développement des services numériques dans des secteurs tels que l'éducation, le transport, la santé, l'agriculture, le commerce, etc.<sup>6</sup>

La Gambie va bénéficier du programme régional de transformation de l'intégration numérique en Afrique de l'Ouest de la Banque mondiale, d'un montant de 266,5 millions de dollars, afin de stimuler la connectivité et de promouvoir un marché numérique unique et des opportunités d'emploi dans les pays bénéficiaires.<sup>7</sup>

Les objectifs du projet pour la Gambie comprennent également le développement d'un marché unique de données pour permettre l'échange, le stockage et le traitement sécurisés des données, ainsi que le développement d'un marché en ligne unique qui permet au gouvernement, au secteur privé et aux particuliers d'accéder à des services publics et privés et de les fournir.<sup>8</sup>

<sup>2</sup> État des droits de l'homme et de l'inclusion en Gambie. <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2023/06/The-Gambia-Londa-2022.pdf>

<sup>3</sup> Plan directeur national pour l'économie numérique 2023-2033. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-The-Gambia-Digital-Economy-Master-Plan-2023-20233.pdf>

<sup>4</sup> La Gambie : la liberté sur le net, 2023. <https://freedomhouse.org/country/gambia/freedom-net/2023>

<sup>5</sup> Technologie mobile sans fil 5G en Gambie <https://pura.gm/public-notice-5g-mobile-wireless-technology-in-the-gambia/>

<sup>6</sup> Plan directeur de l'économie numérique de la Gambie 2023-2033 <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-The-Gambia-Digital-Economy-Master-Plan-2023-20233.pdf>

<sup>7</sup> La Gambie va bénéficier d'un projet numérique régional de la Banque mondiale d'un montant de 266,5 millions de dollars, aux côtés de la Guinée, de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie. <https://mocde.gov.gm/gambia-to-benefit-from-266-5-million-world-bank-regional-digital-project/>

<sup>8</sup> Programme régional d'intégration numérique de l'Afrique de l'Ouest WARDIP, (P176932). <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/11/WARDIP-Stakeholder-Engagement-Plan-SEP-%E2%80%93-P176932-The-Gambia.docx.pdf>



## ► Analyse du pays

### Accès à l'internet et perturbations

Il n'y a pas eu d'interruption d'internet en Gambie en 2023 par rapport à 2022, où environ six pannes ont été enregistrées entre 2021 et 2022.<sup>9</sup> Bien que la connexion de la Gambie au câble ACE et au point d'échange Internet de Serrekunda (SIXP) soit principalement gérée par des acteurs du secteur privé, le gouvernement conserve la propriété et le contrôle de la dorsale nationale en fibre optique du pays, ce qui lui permet de restreindre l'accès à Internet et aux services de téléphonie mobile avec peu ou pas de surveillance ou de transparence. L'autorité de régulation des services publics (Public Utility Regulatory Authority - PURA), en réponse aux perturbations de l'internet, a publié une déclaration expliquant les mesures mises en place pour éviter de telles situations. La réparation et l'entretien du câble ACE étant assurés par le consortium ACE, ce dernier a mobilisé des navires spécialement équipés pour effectuer des réparations en Gambie pendant les périodes de perturbation. Après plusieurs enquêtes, il s'est avéré que les coupures d'Internet étaient dues à des activités de pêche dans une zone rocheuse autour de l'endroit où le câble a été posé. Un règlement déclarant la zone protégée a été adopté et des navires de patrouille ont été achetés à la marine pour aider à surveiller la zone.<sup>10</sup>

En septembre 2021, Comium Telecom en Gambie a été suspendue par l'Autorité de régulation des services publics parce que l'opérateur GSM n'avait pas payé sa licence et les frais de spectre ainsi que les frais de passerelle internationale.<sup>11</sup> En 2023, pour redorer son image de marque et fidéliser ses clients, Comium a lancé une nouvelle stratégie de marketing en proposant des forfaits de données gratuits de 20 Go à toute personne ayant acheté une carte SIM auprès de l'opérateur GSM. Cette nouveauté a incité un grand nombre de personnes à opter pour des lignes Comium afin d'avoir accès aux forfaits de données gratuits. Cela a conduit d'autres opérateurs GSM à réduire le coût d'un Go de données de 5 \$ à 2,5 \$ (de 225 dalasi gambiens (GMD) à 130 GMD), soit une réduction de 37 % par l'opérateur de télécommunications Qcell, les prix variant d'un opérateur de télécommunications à l'autre.<sup>12</sup>

Cette évolution a culminé avec le plan directeur de l'économie numérique du ministère de la communication et de l'économie numérique, un plan national sur l'incorporation de la technologie, des solutions et des services numériques pour connecter les personnes non connectées, créer des emplois et développer l'économie<sup>13</sup> avec des discussions sur l'interopérabilité menées par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. En septembre 2023, la Gambie a accueilli le premier Forum sur la gouvernance numérique en Afrique de l'Ouest afin d'aider les États membres de l'Afrique de l'Ouest à exploiter les mécanismes de gouvernance numérique pour un développement plus durable et des sociétés plus inclusives.

6

<sup>9</sup> État des droits et de l'inclusion numériques en Gambie. <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2023/06/The-Gambia-Londa-2022.pdf>

<sup>10</sup> PURA explique les coupures fréquentes de fibres - <https://pura.gm/pura-explains-frequent-fibre-cuts-and-plans-to-explore-securing-second-fibre-cable-and-extra-backup-facilities/>

<sup>11</sup> Comium Gambia risque une suspension. <https://foroyaa.net/comium-gambia-faces-suspension/>

<sup>12</sup> Gambie : les opérateurs ne peuvent pas être contraints de réduire le coût élevé de l'internet et des données. <https://freedomnewspaper.gm/gambia-operators-can-not-be-forced-to-cut-high-costs-of-internet-and-data-minister-of-communication/>

<sup>13</sup> Plan directeur national pour l'économie numérique 2023-2033. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-The-Gambia-Digital-Economy-Master-Plan-2023-20233.pdf>

En ce qui concerne l'inclusion financière numérique, Wave, une entreprise internationale de fintech, a dominé le marché gambien en rendant les transactions financières faciles et accessibles sur les appareils mobiles. Cette nouvelle plateforme numérique a donné aux clients gambiens la possibilité de retirer et de déposer de l'argent avec facilité et commodité.<sup>14</sup> Cependant, l'intégration des paiements avec les services bancaires mobiles reste un défi avec l'absence d'une fonction de liaison bancaire qui permet aux clients de déposer de l'argent de leur compte Wave directement sur leurs comptes bancaires.

## Développement des TIC

La Gambie a élaboré plusieurs documents politiques et stratégiques pour soutenir le développement de son secteur de l'économie numérique, y compris l'élaboration de normes et de protocoles communs pour la gouvernance des données, l'interopérabilité, la sécurité et la protection de la vie privée dans les différentes juridictions et les différents secteurs. La politique de messagerie électronique du gouvernement 2023-2027 a été finalisée en 2023 pour fournir des lignes directrices sur la gestion et l'utilisation de la plateforme de messagerie électronique du gouvernement. Les difficultés rencontrées ces dernières années concernent notamment le bon fonctionnement de la plateforme de messagerie du gouvernement, qui a conduit des fonctionnaires à utiliser leur messagerie privée pour leur correspondance officielle.<sup>15</sup> Le ministère des communications et de l'économie numérique (MOCDE) a élaboré le plan directeur national de l'économie numérique 2023-2033, qui met l'accent sur le développement de l'infrastructure numérique, des services gouvernementaux numériques, des services financiers numériques et de l'inclusion, de l'entrepreneuriat et de l'innovation numériques, de la culture et des compétences numériques, de la coopération et du partenariat numériques, de la cybersécurité, etc.

Le plan directeur se compose de 10 piliers pour guider le développement de la Gambie vers un État entièrement numérique, avec une infrastructure numérique résiliente pour assurer une prestation de services efficace et efficiente aux citoyens et aux entreprises pour la croissance et la transformation de l'économie.

Depuis la création du plan directeur numérique, il n'y a toujours pas d'infrastructure ou d'autorité publique clé en Gambie pour assurer la disponibilité du cryptage des clés publiques, des certificats numériques pour authentifier les utilisateurs et des données sécurisées, ce qui est essentiel pour le développement du commerce électronique et des systèmes de paiement numérique. Cependant, la stratégie Open Data 2023-2026 a été créée pour relever les défis posés par l'absence de registre centralisé, de normalisation et de limitations infrastructurelles pour la gestion et la qualité des données.

Le plan d'action a été créé pour accroître la disponibilité, la divulgation, la réutilisation, l'interopérabilité et l'accès aux données ouvertes dans le secteur public. Malgré l'adoption du projet de loi sur la protection des données, il n'existe toujours pas de loi sur la protection des données ni de commission de protection des données pour garantir la responsabilité et la clarté en matière de propriété et de gestion des données.<sup>16</sup> Le même constat a été fait en 2022, ce qui signifie qu'aucun progrès significatif n'a été réalisé dans ce domaine.<sup>17</sup>

7

<sup>14</sup> Vague : Le plus important transfert de fonds d'Afrique fait des vagues en Gambie. <https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/wave-africas-largest-digital-remittance-makes-waves-in-gambia>

<sup>15</sup> Politique du gouvernement en matière de courrier électronique. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-Government-Email-Policy.pdf>

<sup>16</sup> Stratégie du gouvernement en matière de données ouvertes 2023-2026. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-Government-Open-Data-Strategy-2023-2026.pdf>

<sup>17</sup> L'état des droits et de l'inclusion numériques en Gambie. <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2023/06/The-Gambia-Londa-2022.pdf>

En juin 2023, l'atelier régional sur l'identification numérique et l'interopérabilité s'est tenu à Banjul, en Gambie, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). L'atelier avait pour but de faire progresser la gestion de l'identification numérique en tant que levier pour l'inclusion et le développement dans la région africaine en utilisant une approche multipartite par le biais d'un apprentissage partagé.<sup>18</sup> Bien que l'atelier ait présenté de grandes idées pour réaliser l'interopérabilité, la création d'un système d'identification numérique et d'une politique de service doit encore être réalisée pour développer un système d'identification numérique robuste et inclusif pour les citoyens.



Figure 1 : Cadre de l'économie numérique en Gambie

## Système national d'identification de la Gambie

Le système national d'identification a été lancé avec succès avec l'aide de la CEDEAO, promouvant l'utilisation transfrontalière avec les pays voisins pour stimuler le commerce et l'intégration interrégionale.<sup>19</sup> Les parties prenantes privées et publiques ont salué ce développement en raison de son potentiel à faire progresser l'entrepreneuriat et le commerce électronique. Cependant, les parties prenantes ont soulevé des préoccupations majeures lors des ateliers de validation, telles que la nécessité d'une plus grande interopérabilité et d'une conception d'infrastructure à clé publique dans les systèmes d'identification nationaux, dont l'absence empêche un développement robuste des applications et des systèmes d'identification numérique dans le pays.

La question de la gestion et de la propriété des données a également été soulevée par les parties prenantes puisque les cartes d'identité nationales et les permis de conduire sont gérés par une

<sup>18</sup> Le deuxième atelier sur l'identification numérique et l'interopérabilité à Banjul, en Gambie. [https://www.uneca.org/sites/default/files/TCND/Workshop\\_Introduction\\_Chief\\_mactar.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/TCND/Workshop_Introduction_Chief_mactar.pdf)

<sup>19</sup> La CEDEAO souligne l'importance d'une carte d'identité biométrique régionale pour la Gambie dans le cadre de sa politique d'intégration. <https://www.biometricupdate.com/202309/>



société étrangère, ce qui soulève la question de la souveraineté des données avec le projet du gouvernement d'établir un centre de données de niveau 4.<sup>20</sup> La mise en place d'un système d'identité numérique, d'un système d'interopérabilité et d'une gamme de services publics est essentielle à la construction d'une économie numérique solide en Gambie.

Les citoyens ont protesté contre le renouvellement annuel des permis de conduire en janvier de l'année suivante, quel que soit le mois au cours duquel ils ont été délivrés, se rendant à plusieurs reprises sur les médias sociaux pour exprimer leur désarroi face à ce désagrément. En septembre 2022, l'Union des transports de Gambie a consulté les ministères de la justice, de l'intérieur, des finances, des transports et les forces de police pour savoir pourquoi le renouvellement des permis de conduire n'était pas effectué conformément aux dispositions de la loi sur la circulation routière, qui stipule que le renouvellement doit avoir lieu tous les trois ans. Il ressort de leurs conclusions qu'aucune loi, aucun règlement, aucune politique, aucun statut ou aucune directive administrative n'a pu être trouvé pour expliquer le fondement de la pratique actuelle.<sup>21</sup>

Un article publié dans The Standard Newspaper en janvier 2023 met clairement en évidence le chaos et la confusion qui règnent dans la procédure d'obtention des permis de conduire en Gambie, marquant le premier trimestre de l'année comme le plus chaotique pour les conducteurs en raison de l'insuffisance des infrastructures routières et du nombre sans cesse croissant de véhicules dans la circulation. La situation a été qualifiée de système d'extorsion car, selon l'article 27 (3) de la loi sur la circulation routière, "un permis de conduire autre qu'un permis de conduire provisoire reste en vigueur, à moins qu'il n'ait été précédemment révoqué ou rendu, pendant une période de trois ans à compter du jour où il a été délivré."<sup>22</sup>

En novembre 2023, le contrat entre le gouvernement de la Gambie et Semlex Group South Africa (SA) a pris fin en ce qui concerne la production de cartes d'identité biométriques et de documents connexes. Le bureau du président a publié un mémo demandant aux citoyens d'être patients car les négociations étaient en cours, ce qui a conduit à la suspension temporaire de la production des permis de conduire, des cartes d'identité nationales et des permis de séjour.<sup>23</sup> Les forces de police ont publié une déclaration en réponse à la note du gouvernement, invitant les citoyens, en particulier les conducteurs, à s'assurer qu'ils possèdent un permis de conduire et à ne pas utiliser la note comme excuse pour ne pas en posséder un. Cela a donné lieu à plusieurs réponses au message Twitter de Kerr Fatou sur la question, les citoyens soulignant la nécessité d'étendre le renouvellement du permis de conduire à cinq ans au lieu d'une fois par an. Les désagréments et le chaos causés par le renouvellement annuel violent les droits numériques, en particulier le droit à l'accès et à l'inclusion. En effet, les licences ne peuvent être obtenues que dans l'agglomération de Banjul, dans les bureaux de Kanifing et de Banjul, et aucune antenne n'a été établie dans les cinq autres régions administratives.

## Inclusion numérique des personnes handicapées

Les statistiques montrent que 7,9 % de la population gambienne souffre d'un handicap, tandis qu'environ 68 % des personnes handicapées âgées de 15 à 24 ans sont au chômage.<sup>24</sup> Les

9

[ecowas-drums-importance-of-regional-biometric-id-card-for-the-gambia-in-integration-push](#)

<sup>20</sup> Plan directeur de l'économie numérique de la Gambie 2023-2033. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-The-Gambia-Digital-Economy-Master-Plan-2023-20233.pdf> -Page 5

<sup>21</sup> Les syndicats de transport gambiens s'expriment sur le renouvellement des permis de conduire - <https://www.facebook.com/share/p/2Xxi4YmUKXvXKwhR/?mibextid=WC7FNe>

<sup>22</sup> Un autre temps pour le chaos des permis de conduire - <https://standard.gm/another-time-for-drivers-licence-chaos/>

<sup>23</sup> Le gouvernement s'efforce de résoudre la question des cartes d'identité et des permis de conduire. <https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/govt-races-to-resolve-id-cards-driver-licenses-situation>

<sup>24</sup> Les droits des personnes handicapées en Gambie : Une voie à suivre. <https://borgenproject.org/disability-rights-in-the-gambia/>

personnes handicapées sont souvent exclues des processus de prise de décision, ce qui aggrave les inégalités et la discrimination. Reconnaisant les défis auxquels elles sont confrontées, la loi sur les personnes handicapées a été adoptée en Gambie en juillet 2021 pour prendre des dispositions en matière de soins de santé, d'aide sociale, d'éducation, d'accessibilité, de réadaptation, de formation professionnelle, de communication, d'emploi et de protection du travail.<sup>25</sup> Cependant, même avec l'adoption de cette loi, les membres de la communauté sont toujours exclus et confrontés à une stigmatisation et une discrimination généralisées, ce qui les rend de plus en plus invisibles. En avril 2023, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), en partenariat avec la Fédération gambienne des personnes handicapées, a organisé une formation pour 25 membres des médias sur la couverture éthique des questions de handicap. Cette formation avait pour but de renforcer les droits des personnes vivant avec un handicap en sensibilisant le public.<sup>26</sup>

L'Association des technologies de l'information de Gambie, en partenariat avec Jokkolabs Banjul, a mené l'évaluation des indicateurs d'universalité de l'internet (IUI) dans le contexte de la Gambie, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La méthodologie de recherche comprenait une approche multipartite pour évaluer les lacunes et les défis de l'internet affectant différents groupes de parties prenantes tels que le gouvernement, le secteur privé, les jeunes et les femmes, le monde universitaire et les personnes vivant avec un handicap. Bien qu'il existe plusieurs initiatives de dialogue où l'inclusion numérique des groupes vulnérables a fait partie du dialogue national, comme le National Youth Connekt, le Gambia National IGF, et le dialogue national présidentiel qui vient de s'achever, les données disponibles à ce sujet sont encore limitées. La recherche centrée sur l'IUI en Gambie a également souligné la nécessité de l'inclusion numérique des groupes vulnérables, en particulier des personnes vivant avec un handicap, afin de garantir leur participation significative au développement socio-économique et l'avancement de leurs droits humains par le biais du développement et de la mise en œuvre de politiques, du développement d'infrastructures, du plaidoyer, de l'éducation, de la gouvernance, de la technologie, de l'innovation et de l'investissement dans les TIC.<sup>27</sup>

## Inclusion financière, jeunes et femmes

Le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) a lancé une initiative en 2022 pour fournir une assistance financière et technique aux entreprises fintechs gambiennes. L'objectif est de fournir des services financiers numériques aux jeunes Gambiens mal desservis afin de remédier à l'accès limité des femmes et des jeunes aux services financiers numériques. Cette action a été menée dans le cadre d'un programme de formation à la culture financière axé sur la tenue des comptes, la planification financière, l'épargne, les prêts, la gestion des risques et la gestion financière, en particulier pour les femmes des zones rurales de la Gambie. À la fin de l'année 2022, 30000 femmes avaient reçu une formation financière en partenariat avec le ministère de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale.<sup>28</sup> Un autre développement soutenu a été la création du portefeuille mobile Ping en 2022 pour permettre aux clients des envois de fonds de stocker, d'envoyer et de recevoir de l'argent dans le cadre d'un programme pilote de six mois sous le programme Jobs, Skills, and Finance for Women and Youth in The Gambia (Emplois, compétences

<sup>25</sup> Persons with Disability Bill 2020. <https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5f024c694227530712966cfb/1593986241074/Persons+with+Disabilities+Bill+2020.pdf>

<sup>26</sup> Renforcer les droits des personnes handicapées par le biais de rapports éthiques. <https://gambia.unfpa.org/en/news/enhancing-rights-persons-disabilities-through-ethical-reporting>

<sup>27</sup> La Gambie lance une évaluation de son environnement numérique. <https://www.unesco.org/en/articles/gambia-launches-assessment-its-digital-environment>

<sup>28</sup> Financement innovant, autonomisation des femmes entrepreneurs en Gambie - <https://www.unCDF.org/article/8356/innovative-financing-empowering-women-entrepreneurs-in-the-gambia>

et finances pour les femmes et les jeunes en Gambie).<sup>29</sup>

L'initiative Ping Wallet offre des services à travers trois plans d'abonnement avec des frais de transaction limités et une commission sur le temps d'attente, offrant un accès facile aux transferts de fonds estimés à 63% du PIB de la Gambie. Aujourd'hui, la société de porte-monnaie électronique a des agents dans les six régions du pays, répondant aux besoins des femmes et des jeunes dans les zones rurales de la Gambie. Une plateforme de ressources sur l'éducation financière a également été développée pour répondre aux besoins des différents apprenants, et la base de données sur la résilience de l'accès financier a été développée par le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale.<sup>30</sup> La plateforme de commerce électronique Afrijula a également été développée par Insist Global en partenariat avec le FENU en tant qu'outil pour les petites et microentreprises ayant un faible taux d'alphabétisation. La plateforme permet aux entrepreneurs de demander des prêts à Bayba et Reliance Microfinance en utilisant leur profil en ligne sans utiliser de documents physiques ou de garanties, ce qui réduit de 80 % le processus de crédit manuel.<sup>31</sup> Les bénéficiaires de la plateforme comprennent la Chambre de commerce des femmes de Gambie (GWCC) et la Chambre de commerce et d'industrie de Gambie (GCC).<sup>32</sup> En août 2023, Afrijula aura enregistré 8000 entreprises sur sa plateforme.

En outre, de nouveaux services numériques ou portefeuilles électroniques, tels que Wave, facilitant l'envoi de fonds, sont en train d'émerger et sont rapidement adoptés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, avec plus de 1 000 agents dans l'ensemble du pays. Ce service a gagné en popularité auprès de la population gambienne en raison de sa facilité d'accès et de ses frais de service peu élevés, ce qui permet aux citoyens d'envoyer et de recevoir facilement de l'argent.<sup>33</sup> En ce qui concerne l'entrepreneuriat numérique, des centres tels que le Gambia Tech Project ont réalisés d'énormes progrès en proposant des programmes d'incubation et d'accélération pour les jeunes entreprises numériques. Pourtant, l'écosystème est confronté à plusieurs défis, tels que l'accès limité au financement, aux marchés et aux talents, ainsi que les barrières réglementaires et politiques qui entravent la croissance et l'expansion des entreprises numériques et l'adoption à grande échelle des services électroniques dans les domaines de l'interopérabilité, de la protection des données, de la protection des consommateurs, de la culture financière et de la culture numérique en général.

Un aspect essentiel de l'entrepreneuriat numérique est la nécessité de mécanismes de financement adaptés aux besoins des startups et des petites entreprises. En tant que petite économie en pleine expansion, les startups et les PME jouent un rôle clé dans la stimulation de l'innovation numérique. Toutefois, les circuits bancaires et d'investissement traditionnels ne sont pas toujours accessibles ou adaptés à ces entreprises. Il convient donc d'explorer et de promouvoir des options de financement alternatives telles que le crowdfunding, le capital-risque et l'investissement d'impact. La création d'un fonds de démarrage est l'un des moyens les plus efficaces dont dispose la Gambie pour soutenir l'innovation numérique et l'entrepreneuriat.

## Vie privée et surveillance, protection des données et cybersécurité

Le chapitre 4 du projet de constitution pour 2020 souligne que le droit à la vie privée est un droit de l'homme fondamental dans la section des droits et libertés spécifiques. Ce droit est renforcé par

11

<sup>29</sup> Lancement d'une initiative de création d'entreprises dans le domaine de la technologie financière en Gambie. <https://www.uncdf.org/article/7771/financial-technology-start-up-initiative-launched-in-the-gambia>

<sup>30</sup> Financement innovant, autonomisation des femmes entrepreneurs en Gambie <https://www.uncdf.org/article/8356/innovative-financing-empowering-women-entrepreneurs-in-the-gambia>

<sup>31</sup> Afrijula - Un outil numérique pour l'autonomisation des entrepreneurs en Gambie. <https://www.uncdf.org/article/8347/afrijula---a-digital-tool-empowering-entrepreneurs-in-the-gambia>

<sup>32</sup> Afrijula Impact et partenaires. <https://afrijula.gm/impact.html>

<sup>33</sup> Vague : Le plus important transfert de fonds d'Afrique fait des vagues en Gambie. <https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/wave-africas-largest-digital-remittance-makes-waves-in-gambia>

la déclaration suivante: “Nul ne sera l’objet d’immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée de sa personne, de son domicile, de sa famille, de sa correspondance ou de ses communications. Le droit d’une personne en vertu du paragraphe 1 ci-dessus peut être limité conformément à la loi et si nécessaire dans une société ouverte et démocratique, dans l’intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou du bien-être économique du pays”.<sup>34</sup> La Constitution de 1997 de la Gambie ne prévoyait pas de protection en matière de cybersécurité. Les parties prenantes ont donc jugé utile d’ajouter cette disposition, car les droits numériques ont également été considérés comme un droit humain impératif.

Le droit d’accès à l’information a également été pris en compte dans cette section : “Tout citoyen a le droit d’accéder aux informations détenues par un organisme public ou un organisme privé compétent exerçant ou ayant un rapport direct ou indirect avec l’exécution d’une fonction publique.”

Ces deux ajouts ont été très appréciés par les parties prenantes, qui ont tenu des discussions annuelles lors du Forum national sur la gouvernance de l’internet. Le Parlement ayant rejeté le projet de Constitution, il n’y a pas grand-chose à faire puisqu’il n’existe pas de loi sur la protection des données. Bien que la Gambie soit signataire de l’Acte additionnel sur les données personnelles de la Commission économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) de 2010, le pays n’a pas encore transposé l’Acte de la CEDEAO au niveau national pour établir une autorité de protection des données.<sup>35</sup> La loi de 2009 sur l’accès à l’information ne prévoit des dispositions que pour les fournisseurs de services d’information et de communication.<sup>36</sup>

Comme l’indique le rapport 2022, la Gambie n’a signé que la Convention de Malabo de l’Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles. Depuis la signature, le pays n’a toujours pas soumis sa ratification.<sup>37</sup> L’absence de soutien politique adéquat rend extrêmement difficile la poursuite des affaires liées à la cybersécurité, alors que l’usurpation d’identité et la fraude sont en augmentation, que les dommages personnels subis et les pertes financières engendrent la méfiance à l’égard du système. L’établissement d’une loi sur la protection des données encourage la responsabilité, garantira la protection des données personnelles et préviendra les violations de données, favorise la confiance des investisseurs, des entreprises et des consommateurs, et atténuera les risques associés au non-respect de la réglementation dans le pays. Cela contribuera à créer un environnement propice à l’épanouissement des personnes et des entreprises, à mesure que nous construirons une économie numérique en utilisant les technologies de l’information et de la communication (TIC) comme catalyseur du développement.

Des mesures fructueuses ont été prises pour lancer les premiers services électroniques, tels que les certificats de naissance électroniques, le système de gestion douanière SYDONIA, la base de données des statistiques de l’état civil et le portail de recrutement en ligne de la fonction publique. Ces initiatives ouvrent une voie prometteuse pour le passage de l’analogique au numérique au niveau des services nationaux.

Le ministère des communications et de l’économie numérique (MoCDE) a introduit diverses politiques et stratégies avec des calendriers de mise en œuvre “2020-2024”, notamment la politique et la stratégie en matière de large bande 2020-2024,<sup>38</sup> la politique et la stratégie en matière de cybersécurité 2020-2024,<sup>39</sup> et d’autres stratégies. Le Gambindex est de 32.12, ce qui place le pays en 20e position dans la région.

<sup>34</sup> Projet final de la Constitution de la Gambie - <https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a-02c7a46149331c/t/5e837b8fc031321ec1faf8e1/1585675156697/CRC+-+FINAL+DRAFT+CONSTITUTION.pdf>

<sup>35</sup> Aperçu de la protection des données en Gambie - <https://www.dataguidance.com/notes/gambia-data-protection-overview>

<sup>36</sup> Aperçu de la protection des données en Gambie - <https://www.dataguidance.com/notes/gambia-data-protection-overview>

<sup>37</sup> Afrique : Convention de Malabo de l’UA - <https://dataprotection.africa/malabo-convention-set-to-enter-force/>

<sup>38</sup> Politique nationale en matière de large bande, 2020-2024. <https://gid.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/BROADBAND-POLICY-2024.pdf>

<sup>39</sup> Politique nationale de cybersécurité de la Gambie 2020-2024. <https://gid.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/CYBERSECURITY-POLICY-2024.pdf>

La stratégie de transformation numérique de l'Union africaine et la feuille de route numérique de l'UE se recoupent dans des domaines tels que la transformation numérique de l'administration publique, les solutions numériques liées à la connectivité et l'exploitation de la transformation numérique pour améliorer l'éducation et les compétences. Ces initiatives politiques et stratégiques comprennent des objectifs importants tels que l'amélioration de la connectivité du réseau du dernier kilomètre, l'amélioration des politiques réglementaires, le renforcement de l'administration en ligne et de la cybersécurité, l'accélération de la création de centres régionaux de TIC pour les communautés et les écoles, la promotion de la culture numérique pour les fonctionnaires et l'ensemble de la population, et la promotion d'un environnement favorable à la création de contenu numérique local.

En outre, les centres d'enseignement supérieur africains et les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) existants se concentrent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, en formant des professionnels compétents dans des domaines tels que la science, la technologie, l'ingénierie, les mathématiques, la santé et l'agriculture, afin de répondre à la demande de capital humain. Cependant, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour garantir que tous les étudiants universitaires aient accès à l'internet à haut débit, aux ordinateurs et aux appareils mobiles pour l'apprentissage en ligne pour répondre aux attentes du secteur privé, qui a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir ses activités.

Selon le rapport 2023 du Département d'État américain, le nombre total de clients bancaires en Gambie s'élève actuellement à 772 101, ce qui équivaut approximativement à 30,8 %, et seulement 14 % utilisent les services bancaires en ligne. La Gambie compte actuellement 80 agences et 208 terminaux de points de vente (TPV). Le faible taux d'adoption des services bancaires traditionnels en Gambie souligne le besoin de solutions financières numériques innovantes. La limitation des frais de transaction peut être un outil supplémentaire pour inciter les MPME et les communautés à utiliser davantage les services financiers numériques.

Le faible taux d'adoption des services financiers numériques est dû à un manque de confiance dans le système, à des connaissances financières limitées et à un besoin de clarté réglementaire.

### Fonds de service universel

La Gambie est en train de mettre en place le Fonds pour le service universel afin de garantir que le type de service fourni est le même pour tous les utilisateurs en termes de disponibilité et d'accessibilité financière, que le prix du service ne limite pas l'accès au service et que tous les abonnés sont traités de manière non discriminatoire en ce qui concerne le prix, le service et la qualité du service, en tous lieux, sans distinction de race, de sexe, de religion, etc.<sup>40</sup> Toutefois, l'engagement des parties prenantes sur le terrain a été lent et il a été difficile d'obtenir le financement nécessaire à sa mise en œuvre.

En 2023, le ministère de la communication et de l'économie numérique (MOCDE) continuera à se concentrer sur le déploiement d'un câble sous-marin secondaire pour remédier à la redondance du premier kilomètre, renforcer la souveraineté numérique et soutenir les efforts de transformation numérique rapide, l'établissement d'un centre national de données de niveau 4, le déploiement d'une passerelle de paiement intégrée, le développement d'un gouvernement numérique et la création de l'initiative d'identité numérique nationale.

---

<sup>40</sup> Fonds de service universel en Afrique, réformes politiques pour améliorer l'efficacité. <https://www.gsma.com/subsahanafrica/wp-content/uploads/2023/10/USF-Africa.pdf>



L'infrastructure des TIC repose sur le développement de l'infrastructure électrique. Les feuilles de route stratégiques telles que l'accès universel d'ici à 2025 et la transformation du sous-secteur de l'électricité en Gambie jouent un rôle clé en fournissant une base fiable pour le fonctionnement de l'infrastructure des TIC. Le gouvernement, en partenariat avec le PNUD, met en œuvre le programme de développement communautaire accéléré (PACD) afin de fournir un accès universel à l'électricité à tous les Gambiens d'ici à 2025, faisant de la Gambie l'un des premiers pays d'Afrique à atteindre l'accès universel. Le projet utilise une approche multisectorielle pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau communautaire, en étendant l'électrification rurale à sept communautés de la région de North Bank. Il constituera une réponse essentielle au développement inclusif pour plus d'équité et de justice sociale, conformément aux objectifs et aux aspirations du plan de développement national et des ODD.

Plus important encore, il améliorera les conditions de vie des populations, en particulier des femmes et des filles dans les communautés pauvres.<sup>41</sup> En outre, le nouveau projet Global Gateway de l'UE accélère la mise en œuvre du projet d'énergie renouvelable de la Gambie, qui électrifie les écoles et les centres de santé à travers la Gambie avec une énergie verte fiable, bénéficiant à plus de 1000 écoles rurales et 100 centres de santé. Le projet transforme l'accès à l'électricité dans les communautés rurales à l'échelle nationale. Il garantit que les services d'éducation et de santé bénéficient d'une énergie fiable et propre. Une fois pleinement opérationnel, le projet d'énergie renouvelable en Gambie augmentera d'un cinquième la fourniture d'énergie dans le pays.<sup>42</sup>

---

<sup>41</sup> Programme de développement communautaire accéléré signé. <https://op.gov.gm/programme-accelerated-community-development-pacd-signed>

<sup>42</sup> Gambia Digital Economy Masterplan 2023-2033. <https://mocde.gov.gm/wp-content/uploads/2023/10/Final-The-Gambia-Digital-Economy-Master-Plan-2023-20233.pdf>

# ► Conclusion & Recommandations

## Conclusion

Les développements politiques en Gambie en 2023 sont tout à fait louables, en particulier avec la création du plan directeur pour l'économie numérique (Digital Economy Master Plan 2023-2026). Toutefois, les principaux défis ne pourront être relevés qu'avec la mise en œuvre du projet de constitution, comme le recommande la Commission de révision constitutionnelle, afin de garantir que la protection des données, la vie privée et la sécurité soient prises en compte pour protéger les citoyens et promouvoir la confiance et la responsabilité dans la gouvernance. Il reste beaucoup à faire dans le secteur des TIC pour créer et promouvoir un accès inclusif et parvenir à une connectivité significative pour tous. Bien que des progrès notables aient été accomplis en matière de cadres juridiques et réglementaires, la mise en œuvre des principaux développements politiques laisse énormément à désirer. Pour parvenir à une croissance typique des droits et de l'inclusion numériques, il est de la responsabilité de tous les acteurs concernés de collaborer pour accélérer et renforcer le développement des infrastructures afin que nous puissions réaliser nos plans de développement nationaux.

## Recommandations

---

- Gouvernement:**
- » S'attaquer aux coûts inabordables et à la couverture de l'internet qui conduisent à une fracture numérique accrue limitant l'accès et la participation des individus, des groupes et au sein des différentes régions.
  - » Introduire et mettre en œuvre l'interopérabilité, la gestion des données et l'infrastructure de signature sans clé (KSI) au sein du gouvernement afin de promouvoir le développement des services électroniques dans le pays.
  - » Les normes, cadres et systèmes de cybersécurité doivent accorder une attention particulière aux services existants et à venir afin de garantir la confiance de la population et des entreprises dans l'économie numérique émergente de la Gambie.
  - » Renforcer le cadre juridique et réglementaire des services financiers numériques afin d'apporter clarté et certitude aux acteurs du marché. La CBG devrait continuer à élaborer des règles et des lignes directrices claires pour les services financiers numériques, notamment en ce qui concerne l'octroi de licences, les exigences en matière de capital et la protection des consommateurs.
  - » Supprimer les obstacles à l'égalité d'accès à la technologie et à

---

la communication, en particulier les limitations infrastructurelles entraînant des perturbations de l'internet.

- » La législation sur la protection des données personnelles et de la vie privée devrait être réformée afin de fournir des garanties sur l'utilisation des données personnelles pour protéger le droit à la vie privée en ligne.
- » En ce qui concerne le cadre politique, juridique et réglementaire, des lois strictes devraient être mises en place pour sanctionner les personnes qui vandalisent les câbles internet et entravent la disponibilité de la bande passante.
- » Donner la priorité au développement des infrastructures et à un approvisionnement fiable en électricité dans les zones rurales afin d'améliorer l'accès à l'internet.
- » Mettre en œuvre et appliquer des réglementations encourageant les fournisseurs de services à investir dans les zones mal desservies afin d'étendre la couverture du réseau.

---

**Société civile :**

- » Mieux faciliter les discussions sur les droits d'internet. Le développement et le déploiement de contenus locaux sont nécessaires pour combler les lacunes en matière d'information qui entravent l'accès à l'internet.
- » Développer davantage de campagnes de sensibilisation, en particulier pour les femmes et les habitants des zones rurales de la Gambie, afin qu'ils soient mieux informés de leurs droits sur Internet en ce qui concerne l'accès à l'information, le droit au respect de la vie privée et le droit à la liberté d'expression.
- » Promouvoir des initiatives visant à combler le fossé en matière de compétences numériques et à améliorer la culture numérique des citoyens, en particulier dans les communautés isolées.
- » Plaider en faveur d'une technologie accessible aux personnes handicapées afin de garantir que les plateformes numériques, les sites web et les applications soient conçus de manière à être inclusifs et accessibles.

---

### Secteur privé

- » Investissements pionniers dans les réseaux de fibres optiques du dernier kilomètre pour éliminer les obstacles à l'adoption et à l'accessibilité financière de la large bande mobile.
  - » Soutenir les initiatives de la société civile dans la mise en œuvre des programmes relatifs aux droits numériques.
  - » Un soutien accru devrait être apporté par le biais de partenariats entre le secteur public et le secteur privé afin de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et au développement d'infrastructures pour l'expansion de l'internet, en particulier dans les zones rurales.
  - » Les opérateurs de réseaux mobiles devraient faciliter le développement de réseaux communautaires dans les zones rurales afin de permettre aux habitants de ces zones d'accéder facilement à l'internet.
  - » Dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises, le secteur bancaire devrait soutenir la fourniture d'Internet dans les écoles et les hôpitaux afin de promouvoir l'éducation et l'inclusion numériques.
-



[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Droit d'auteur © 2024